

Questions orales

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je devrais préciser que la décision a été prise par un tribunal d'arbitrage désigné par les deux parties privées au contrat et non par l'Office de la conservation des ressources énergétiques de l'Alberta. Il y a une semaine, des fonctionnaires des deux gouvernements ont effectivement conféré du prix du gaz. La question sera de nouveau abordée, je l'espère, quand je verrai le ministre de l'Énergie de l'Alberta la semaine prochaine.

M. Gillies: Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse encore au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Est-ce que la décision qui a été annoncée hier aurait, de l'avis du ministre, une influence directe sur la conclusion des négociations entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial au sujet des prix des ressources énergétiques?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, je pense qu'elle indique assez clairement que la chose la plus utile pour les deux gouvernements serait d'en arriver à un prix qui convienne aux deux parties et qui soit de beaucoup inférieur à celui fixé par le tribunal arbitral.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**LES PROPOSITIONS RELATIVES À L'ENGAGEMENT DU COMMONWEALTH DANS LES AFFAIRES DE CERTAINS PAYS D'AFRIQUE AUSTRALE—LA POSITION DU CANADA**

M. Howard Johnston (Okanagan-Kootenay): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné les déclarations qu'ont faites certaines personnalités qui participent à la Conférence du Commonwealth concernant des propositions qui engageraient le Commonwealth dans les affaires de pays qui n'en sont pas membres comme le Mozambique, la Rhodésie et le Sud-Ouest africain, le ministre pourrait-il indiquer quelle est la position du Canada à l'égard de ces propositions?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, en l'absence de données plus précises sur la nature exacte de ces propositions, je n'ai pas de commentaire à faire. Je ne doute pas cependant que les problèmes qui agitent l'Afrique australe et les régimes en place dans cette région intéresseront de près les chefs du Commonwealth et, naturellement, le Canada appuiera sans équivoque tous principes qui assureront le gouvernement de la majorité et l'égalité raciale dans tous les pays d'Afrique.

M. Johnston: Monsieur l'Orateur, vu l'importance de notre aide à divers membres du Commonwealth, quelles sont les mesures que le Canada entend prendre pour s'assurer que l'argent canadien ne sert pas à des entreprises politiques et peut-être militaires de nature discutable?

[M. Gillies.]

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, nous avons des programmes d'aide destinés à de nombreux pays. Faute de détails précis établissant le détournement de fonds à des fins militaires, je n'ai pas de commentaire à faire. Je ne crois pas et rien ne me prouve que notre aide serve à des fins militaires dans aucun pays du monde.

* * *

LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE**L'ÉCART ENTRE LES PAYS NUCLÉAIRES ET LE RESTE DU MONDE—LA POSSIBILITÉ DE PROHIBITION DE LA VENTE DE RÉACTEURS CANDU**

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il voudra bien m'excuser de ne pas lui en avoir donné préavis. Mais j'ai essayé de communiquer avec son bureau. Compte tenu de la conférence sur le traité qui se tiendra à Genève le 6 mai et portera sur l'écart qui sépare les connaissances scientifiques et technologiques des pays nucléaires de ceux du reste du monde, comme l'a prouvé l'accès de l'Inde au club nucléaire, le ministre nous dirait-il si une solution de rechange a été mise au point et si le Canada est disposé à s'en tenir à cette solution et à mettre fin, au besoin, à la vente des réacteurs CANDU?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Ma foi, monsieur l'Orateur, la question est passablement compliquée. Mon collègue, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, a annoncé en décembre dernier l'ensemble de garanties qu'on imposerait dans la vente des matières nucléaires à d'autres pays.

Ces garanties sont établies et ont été respectées. En ce qui concerne l'Inde, nous poursuivons nos entretiens avec son gouvernement pour aplanir les difficultés qui ont surgi par suite de l'explosion d'un engin nucléaire dans ce pays.

* * *

L'ÉDITION**LE PROJET DE RÉGLEMENTATION DES KIOSQUES À JOURNAUX—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT**

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État, mais vu son absence et celle de son secrétaire parlementaire, je vais la poser au leader du gouvernement à la Chambre. Selon une nouvelle récente de la Presse Canadienne, le ministre aurait laissé entendre qu'il faudrait peut-être établir bientôt un système de permis pour s'assurer que les kiosques à journaux présentent à leur étalage une certaine proportion de publications canadiennes. Le ministre nous dirait-il si les directives, le cas échéant, seraient analogues à celles que le gouvernement a proposées dans le cas des périodiques canadiens, c'est-à-dire que la proportion de l'élément canadien doit être d'au moins 80 p. 100?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, la question devrait être adressée, je pense à mon collègue.

M. Friesen: Il n'est pas ici.

M. Sharp: Il était ici hier et on aurait pu lui poser la question à ce moment-là. Il sera de retour dans quelques jours.